

À l'ère du supra-impérialisme

Un non-alignement souhaitable !

par Aziz Fall

À BABORD

Pour consolider le fragile acquis politique des indépendances, la Conférence des non alignés du Caire de 1962 esquisse les termes d'une coopération essentielle entre le Nord et le Sud au niveau économique. Cela permettra l'avènement, deux ans plus tard, de la Commission des Nations Unies pour le Commerce et le Développement. L'ordre international s'avère de plus en plus pervers pour ces sociétés périphériques. Certes, à sa faveur se dispersent, dans le prétendu tiers-monde, des itinéraires selon qu'on dispose de certains atouts pour être intégré favorablement dans le marché mondial. Naturellement donc, les préoccupations du mouvement des non alignés se focalisent sur le dialogue Nord-Sud. Ce fut davantage, et cela le demeure d'ailleurs, un monologue du Sud.

La tentative d'un front tricontinental anti-impérialiste échoua en 1966 à la Havane. Mais graduellement le mouvement est parvenu, par ses pressions, votes collectifs et résolutions, à faire émerger une seconde et une troisième génération des droits de l'Homme. À défaut d'avoir participé à rédiger la première *Déclaration des droits de l'Homme*, c'est déjà une victoire pour les jeunes pays. Dans les faits, la plupart de ces nouveaux droits et conventions ne sont pas assortis de devoirs et demeurent lettre morte.

Dès 1973-74, l'échec pour obtenir un NOEI (Nouvel ordre économique international) et un NOMIC (Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication) sonna le réveil du rêve petit bourgeois de Bandoung. Les demandes, relayées par le groupe des 77, étaient compatibles avec une intégration à l'économie mondiale.

Elles réclamaient entre autres : une intégration au marché mondial, mais avec des règles du jeu plus harmonieuses ; la stabilisation des prix des

matières premières; des codes de conduites pour les firmes multinationales ; la levée des restrictions commerciales ; une correction des termes de l'échange inégal ; de tenir la promesse des 0,7 % du PIB dédié à la coopération internationale non-conditionnelle; et le renforcement du pouvoir des pays non alignés au sein des institutions onusiennes. L'échec à mettre en œuvre ces mesures, qui reviennent encore comme des leitmotifs, a contribué à dévoiler l'émiettement du front tiers-mondiste.

Dans cet émiettement, deux groupes, pour l'instant, parviennent à se faire respecter minimalement par les tenants de l'ordre mondial. D'abord la périphérie utile, une quinzaine de pays émergents, subalternes et industrialisants pour la mondialisation, parmi lesquels se démarquent un groupe des pays capitalistes de l'Asie de l'Est (Taïwan, Corée du Sud, Hong Kong et Singapour) et du Sud-Est (Malaisie, Thaïlande). À l'instar de la Chine, ils ont maintenu un fort taux de croissance, mais s'en sont différenciés par d'autres stratégies de plein emploi et de formation professionnelle, d'interventionnisme étatique, d'épargne et d'investissement, de dynamisme entrepreneurial alliant culture, famille et capital, d'intégration régionale et d'importantes sollicitudes extérieures. Depuis la crise économique qui les a frappés en 1997, de nouveaux problèmes sociaux y ont fait surface. Viennent ensuite des pays comme l'Inde et quelques exceptions latino-américaines (Brésil – 8ème économie mondiale –, Mexique) qui ont pu se doter d'un tissu industriel et qui sous-contractent des portions de biens et services du marché mondial. Le G20 défend principalement la place des pays émergents dans la mondialisation.

Viennent enfin les sociétés toujours captives de la division internationale du travail qui, malgré son évolution, les cantonne

dans un rôle de fournisseurs de matières premières. Il s'agit de l'essentiel des pays arabes et d'Afrique. Malgré parfois quelques unités industrielles compétitives, ils ne parviennent pas à influencer la marche économique du monde et en subissent davantage les contrecoups, y compris même lorsqu'ils sont producteurs de pétrole. Beaucoup de ces pays ont perdu

jusqu'à leur statut déjà peu enviable de périphéries. Illustrations de la dévastation de l'expansion capitaliste, ils sont devenus des zones excentrées et/ou des mis en réserve [1]. De plus en plus enclins à négocier une cooptation *compradore*, ils sont laissés en pâture à l'instrumentalisation du désordre de firmes secondaires et de pouvoirs politiques prébendiers excellent dans le maquillage démocratique. Pour eux on a réchauffé les besoins essentiels de Perroux, soit les objectifs de développement du millénaire. Ils ont peu de chance d'être atteints d'ici 2015. Les trois décennies de développement décrétées par l'ONU n'ont-elles pas été globalement des échecs, malgré des avancées spectaculaires dans plusieurs domaines ?

Développement sous perfusion par des prêts concessionnels vite abandonnés, lorsqu'on passa en 1973 de l'étalon or aux taux flottants. La chute du dollar qui s'ensuit va grever les revenus d'exportation de ces pays dont l'essentiel des produits sont négociés dans cette devise. L'action des pays de l'OPEP mènera à un redéploiement de crédits vers les pays non alignés, appâtés par le slogan « achetez aujourd'hui, payez demain », si important pour éviter la crise de surproduction des pôles avancés. Ils se sont très vite endettés et englués dans les intérêts de cette dette, également due à l'enrichissement illicite d'élites qui expatrient au Nord bien des fortunes qui s'additionnent aux transferts de ressources, de biens et de fonds. Les flux monétaires qui sortent des pays du tiers-monde vers ceux de l'OCDE sont toujours supérieurs aux flux d'aide internationale, d'ailleurs bien mal nommée.

Au début 80, la récession au Nord entraîne la déliquescence de l'État providence, la hausse des taux d'intérêt et la morosité économique au Sud. Le paiement de la dette et la nécessité d'accéder à d'autres crédits donnent lieu aux programmes d'ajustements structurels. Ils augmentent certes la production, mais sont en passe d'achever les malades. Les cures d'assainissement aggravent la paupérisation.

Dans les années 90 on s'acharne à accroître la productivité des pauvres et à reconfigurer l'État, en laissant le privé prendre les commandes de l'essentiel. La société civile est cooptée à ce service et la *governance* est appelée à la rescousse, comme dimension politique des ajustements, afin d'éviter que les États ne persistent à contourner les mesures draconiennes. Celles-ci tissent la révolte, au point de voir récemment les tenants de Davos récupérer le discours altermondialiste et desserrer l'étau de la dette. En même temps, les derniers bastions du bien commun sont investis par la rationalité marchande (de l'eau aux plantes, de la culture aux gènes...). Tout cela exacerbe l'exploitation du travail qui, compte tenu des différences de rémunération et de productivité par rapport aux pays avancés du centre, occasionne vers ces derniers toujours davantage de transferts de capitaux et de main-d'œuvre sélective. Parallèlement – par les zones de libre-échange et autres formes d'intégration, de l'Union européenne à la ZLÉA ou au NEPAD [2]– la mondialisation procède à un laminage autant des économies des pôles dominants nationaux autocentrés des centres capitalistes, que ceux des pôles dominés qui n'ont pu s'autocentrer. Elle les recompose en réseaux productifs mondiaux intégrés mais concurrentiels. À tous les autres de les imiter et de s'aligner à cette logique ou de péricliter. Et ce ne sont pas les initiatives de coopération Sud/Sud, pourtant prometteuses, qui les en empêchent.

Souveraineté ou alignement

À l'équilibre de la terreur de la guerre froide, nous voyons se substituer la terreur du déséquilibre. Déséquilibre qui est celui de la

mondialisation et de ses contestations. C'est un déséquilibre précaire, générateur de chaos, d'illusions et, à long terme si la tendance se maintient pour l'humanité, d'anomie. Dans la mondialisation néolibérale, le terme *supra-impérialisme* pourrait caractériser la phase nouvelle que tente d'imposer le capitalisme effectif. Ce *supra-impérialisme* désigne les extensions multiformes de l'espace du capital dans lequel différents vecteurs oligopolistiques tentent d'infléchir l'économie mondiale. À titre d'illustration : une dizaine d'entreprises contrôlent quasiment la moitié du marché mondial et 350 des plus riches transnationales du monde accaparent un revenu égal à celui de 2,6 milliards de personnes. Cette mondialisation est une inflexion dans le sens de la construction d'un système-monde particulier, que je nomme le mégaloensemble. Un système-monde surestimant sa capacité et sa grandeur et dont l'orgueil délirant, surfant sur des capitaux fictifs, bénéficie en priorité aux grandes entreprises et banques des premières puissances étatiques. Ces acteurs jouissent en premier lieu du marché des biens, services et capitaux, au détriment de la réalisation des droits économiques sociaux et culturels collectifs. Les 200 plus grandes entreprises, qui ne fournissent de l'emploi qu'à 0,75 % de la population active dans le monde, accaparent le quart du PNB mondial[3]. Les transnationales monopolisent les transactions internationales du commerce. La moitié de ce commerce se déroule strictement à l'intérieur des groupes transnationaux. La dominance dans la mondialisation est la financiarisation de l'économie. Il est vrai que le caractère évolué du niveau de technologie, d'information et de communication fait revêtir à cette mondialisation néolibérale un caractère sans précédent. Mais le processus n'est pas achevé et la mondialisation ne pourra s'arroger le titre de changement social. Ce dernier l'a précédée et lui survivra probablement. Issue de l'oligopolisation du processus transnational, alimentant les rythmes des percées technologiques et scientifiques tout en y étant assujettie, la mondialisation est un sursaut qualitatif de l'économie monde. Mais nulle part, elle ne procède à l'égalisation des chances et des

économies. Au contraire, partout elle creuse et polarise les écarts. Il s'agit dès lors d'un processus polarisant par essence, parce qu'asymétrique et biaisé par les pouvoirs dominants dans les centres animés par la nécessité d'instaurer l'ordre supra-impérialiste aux fins de l'exploitation des richesses du globe à leur profit. Partout pratiquement, les classes dirigeantes disent oui à cette transnationalisation, parce qu'elles en sont les premiers bénéficiaires en termes de richesse, de prestige et de pouvoir. Les peuples sont les premières victimes de cette transnationalisation débridée. Même le développement durable a été récupéré par cette mondialisation et, au fond, l'équation devrait être celle d'un développement endurable! L'uniformisation et l'homogénéisation du monde que fait miroiter la mondialisation restent une tendance. Le système mondial ne peut assurer à tous ce mode de vie et ce standing (d'ailleurs biologiquement insoutenable pour notre planète). Aussi, les frustrations populaires s'aiguisent devant cette modernité, caractérisée par l'abondance dans la rareté. En réaction, des forces antisystémiques se dessinent. Dans le désarroi, la quête de sens se manifeste par un retour du religieux et du culturel. Ce sont souvent des réponses inadaptées désespérées et anachroniques, mais surtout des désordres instrumentalisables par l'ennemi que l'on cherche à combattre. Contre tout cela, la repolitisation politique et démocratique des masses des pays non alignés et un nouvel élan d'unité et de solidarité démocratique seront essentiels.

Modèle de la mondialisation, la société civile américaine, qui débat de bouclier sidéral, compte quelque 220 millions d'armes. Les Asiatiques s'insurgent contre la construction des bases militaires de Menoko, Okinawa et des Philippines et la montée des tensions ; les Africains s'insurgent contre la cooptation des armées et des rebelles dans des plans militaro-stratégiques de maintien d'une certaine paix et de la fausse marginalisation économique sur fond de pillage de leurs ressources ; les Latino-Américains s'insurgent contre un encerclement militaro-financier des luttes populaires maquillé en lutte antinarcotique et en libre-échange tous azimuts. La paranoïa

sécuritaire et la rationalité marchande contribuent à instaurer un nouvel alignement économique et stratégique des pays du tiers-monde devant le supra-impérialisme. C'est contre cela que l'esprit de Bandoung doit être revigoré, afin aussi que les sociétés du Sud puissent lutter contre l'érosion de leurs valeurs de solidarité, d'entraide et d'humanité[4], si utiles au monde pour une autre mondialisation. Celle pour laquelle la nébuleuse altermondialiste, qui a su synthétiser l'essentiel des revendications non-alignées, escompte le soutien de l'humanité, afin qu'elle lutte contre le risque de sa cooptation et mène à bien sa mission. C'est pour cela que le paysan coréen Lee Kyung Hue s'est sacrifié en septembre 2003 à Cancun.

Le tsunami endeuille encore dans cette zone de naissance du non alignement le 50ème anniversaire. Les 300 000 disparus et les millions de victimes demeurent ceux qui étaient déjà les plus vulnérables. Le 21 février 2005, un glissement de terrain dans un bidonville de Bandoung fit plus de 150 morts. C'était pas très loin de là où les décolonisés s'étaient donné rendez-vous pour leur liberté et leur développement, il y a 50 ans. Une coopération internationale intéressée y capitalise de juteux contrats sur le terrain de l'humanitaire. Mais la condition infra-humaine de ces populations de bidonvilles, jumelles de celles d'Amérique Latine et d'Afrique, vient nous rappeler une chose : ouvert à Bandoung, l'agenda de liberté, de coexistence pacifique et de progressisme contre la barbarie est toujours à l'ordre du jour ! €

Voir en ligne : Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique

Aziz Fall

[1] On relira les analyses prémonitoires de Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, l'Harmattan- Forum du tiers-monde, 1996, et de Michel Beaud, *Le basculement du monde*, la Découverte- Syros, 1997.

[2] Qui, bien que formulé selon les exigences des grands bailleurs, ne sera visiblement pas financé.

[3] Elles fournissent de l'emploi à un peu plus de 72 millions de travailleurs, dont la moitié sont des emplois sous-payés du tiers-monde.

[4] Voir Anne Cecile Robert, *L'Afrique au secours de l'Occident*, Les éditions de l'atelier-Ouvrieres, 2004.